AU SOIR D'ALGÉRIE

de décision diplomatique

(1re partie)

Entretien réalisé par
Mokhtar Benzaki

Nous en sommes, cependant, à une étape préliminaire qui relève plus de la prospection que de l'approfondissement. Mais nous ne méprenons pas. L'objectif de ce dialogue, par delà ses aspects politique et économique, consiste à définir la place de l'Algérie dans les dispositifs de sécurité qui se mettent en place alentour. Le reste, c'est plus de la littérature. L'important est que l'Algérie négocie bien sa place. Autrement, comme le souligne à l'envi le titre générique de cet entretien : «Un partenariat stratégique avec les Etats-Unis d'Amérique, ce n'est ni un bien absolu, ni un mal absolu.» La structuration des relations algéro-américaines, au sens stratégique, est un thème récurrent sur lequel nous aurons à revenir.

Puisque vous persistez à minimiser l'importance des seuls contacts officiels, quelle grille de lecture proposez-vous, alors, pour décrypter l'état des relations algéro-américaines ?

Vous nous placez au cœur de la problématique qui sous-tend le dialogue stratégique algéro-américain. Vous l'avez compris, la politique américaine à l'endroit de l'Algérie ce ne sont pas de simples faits factuels. Pour accéder à la trame de cette politique, ces faits factuels doivent être insérés dans une grille de lecture d'ensemble. Une grille qui relie entre eux des évènements d'apparence sans rapport. La trame de la politique étrangère américaine vis-à-vis de l'Algérie, c'est la notion d'intérêt vital. La politique étrangère américaine se définit, en effet, en fonction des intérêts suprêmes des Etats-Unis d'Amérique. Ces intérêts suprêmes, faut-il le souligner, sont étroitement imbriqués aux considérations de gestion, de contrôle et d'utilisation des ressources énergétiques à travers le monde. N'escomptez pas rencontrer de la philanthropie dans la démarche de puissance américaine au sens générique du terme. Aucun état d'âme n'imprime cette démarche. Si vous décelez, néanmoins, des objectifs d'apparence philanthropique, c'est juste pour masquer l'aspect abrupt de la politique étrangère américaine en la dotant d'un caractère plus consensuel aux yeux de l'opinion publique internationale.

Prenons un peu de liberté par rapport au sujet précis qui nous préoccupe. Entre les deux partis qui se succèdent aux commandes des Etats-Unis d'Amérique — le Parti démocrate et le Parti républicain —, ainsi qu'entre les écoles de pensée qui impriment la doctrine diplomatique américaine, existe-t-il, tout de même, des différences autres que de simples nuances ?

C'est Condoleezza Rice, je cite de mémoire, qui proclamait : «La politique étrangère des Etats-Unis d'Amérique n'est ni démocrate ni républicaine, elle est américaine.» Les différences dont vous faites état tiennent plus au mode opératoire qu'aux fondements doctrinaux de la diplomatie américaine. Dans l'idéalisme du président Wilson, dans la rigidité du président Monroe ou dans la «real politik» du président Nixon, ce sont toujours les intérêts supérieurs des Etats-Unis d'Amérique qui déterminent la démarche. Prenez le plan dit de «démocratisation du Grand-Moyen-Orient» porté par le président George Bush, sous l'influence des néoconservateurs. Comparez-le avec la version «soft» validée par le président Barack Obama. N'est-ce pas un même objectif ? Garantir la présence des Etats-Unis d'Amérique dans des zones sensibles qui, à la fois, recèlent les plus importantes richesses naturelles dans le monde et constituent des sources de menace majeure pour la sécurité des puissances occidentales. En ce sens, l'appareil diplomatique algérien, du moins ceux qui le dirigent, devrait cesser de spéculer, sans mesure, sur l'intérêt pour l'Algérie d'avoir comme partenaires les républicains plutôt que les démocrates et vice-versa. Ils sont tous américains.

Photo : DR

Hillary Clinton, Secrétaire d'Etat américaine.

Quel enseignement peut-on tirer de l'historique des relations diplomatiques algéro-américaines ?

Faut-il occulter les relations tissées durant la guerre de Libération nationale, lorsque le sénateur John Fitzgerald Kennedy défendait le droit à l'autodétermination du peuple algérien ? Que dire des rapports tissés dès 1957 entre le responsable des services de renseignement algériens, M. Abdelahafidh Boussouf, et le résident de la CIA en Europe du Sud ? Ce contact, pour mémoire, avait été suivi du déplacement auprès des unités de l'ALN du journaliste américain Peter Breastrup du *Times* dont le reportage contribua à faire connaître le combat du peuple algérien. Ne nous fixons pas sur ces digressions destinées à souligner que dans le subconscient du peuple algérien il existe une trace où l'image des Etats-Unis d'Amérique était positive. Cette image était même dissociée de celle de l'OTAN, marquée, ostentatoirement, par une forte implication dans l'effort de guerre français contre le peuple algérien engagé dans une guerre de Libération nationale. Mais ne nous égarons pas. Définissons, à présent, les grandes phases des relations diplomatiques algéro-américaines post-indépendance algérienne. Elles se rapportent aux périodes où la magistrature suprême était exercée, successivement, par les présidents Ben Bella, Boumediène, Chadli, Zeroual et Bouteflika. Ces présidents algériens successifs ont géré les relations avec les Etats-Unis d'Amérique selon la conjoncture du moment mais en fonction d'objectifs liés à la politique suivie, en propre, par chacun d'entre eux. Existe-t-il une même trame stratégique pour les politiques qui se sont succédé ? Probablement. Malgré des débuts prometteurs lors de son déplacement à New York pour l'admission de l'Algérie à l'Organisation des Nations Unies — cérémonie marquée par la présence symbolique du président John Kennedy —, le président Ahmed Ben Bella s'est orienté, sans délai, vers une politique d'hostilité frontale avec les Etats-Unis d'Amérique illustrée par un soutien intempestif à Cuba – le président Ahmed Ben Bella s'étant déplacé, directement, de New York à La Havane dans un geste de défi vis-à-vis des Etats-Unis d'Amérique — puis un soutien logistique appuyé aux mouvements d'opposition démocratique en Amérique latine. Cet état de choses avait conduit l'administration américaine à envisager une politique de rétorsion contre l'Algérie. Seul le coup d'Etat du 19 juin 1965 en a décidé autrement. Epousant une démarche plus pragmatique, le président Houari Boumediène a dissocié entre les dimensions politique et économique de sa politique américaine. Nonobstant le rôle actif joué, alors, par l'Algérie dans ce qu'il était convenu d'appeler «la lutte anti-impérialiste» et, surtout, malgré la rupture des relations diplomatiques de 1967 à 1973, le président Houari Boumediène a fait fructifier la coopération économique bilatérale avec les Etats-Unis d'Amérique laquelle avait connu, alors, son «âge d'or». Malgré, cependant, l'essor de cette coopération économique, le président Houari Boumediène observait une prudence excessive vis-à-vis des Etats-Unis d'Amérique. M. Smaïl Hamdani qui interrogeait le président Houari Boumediène — sur la conduite à tenir vis-à-vis des Etats-Unis d'Amérique – dossier dont il avait la charge —, s'attira cette réplique cinglante : «Prémunissons+nous de leur nuisance !»

Le président Chadli Bendjedid, d'emblée, contraint d'absorber l'impact négatif qui avait résulté de l'annulation intempestive du fameux contrat de vente de gaz dit «El Paso» — et censé être un contrat d'importance stratégique — s'est montré, au total, plus pragmatique que son prédécesseur. Il a procédé à un réaménagement substantiel de la coopération diplomatique et militaire avec les Etats-Unis d'Amérique qui s'en est trouvé, singulièrement, renforcé. Il convient d'évoquer, à cet égard, que c'est lui qui effectua – en 1986 — la première visite d'Etat d'un président algérien à Washington. Une visite qui avait marqué un tournant dans l'instauration de relations diplomatiques et militaires plus denses entre les deux pays. Le président Liamine Zeroual ayant présidé aux destinées de l'Algérie durant la période sanglante du terrorisme n'avait pas eu à se focaliser sur les questions de doctrine diplomatique. Après une période d'hésitation, sa politique avait fini par trouver grâce aux yeux des responsables américains qui jugeaient sa démarche, globalement, positive. C'était la politique de «la conditionnalité positive» prônée par le sous-secrétaire d'Etat américain Robert Pelletreau qui subordonnait le soutien des Etats-Unis d'Amérique à l'Algérie à la mise en œuvre accélérée d'un processus de réconciliation nationale accompagnée de réformes économiques matérialisées et adossées à des élections ouvertes aux «islamistes modérés». Peut-être, les Etats-Unis d'Amérique souhaitaient-ils, en sus, que le président Liamine Zeroual s'engage dans la voie d'une normalisation avec Israël, mais il ne l'a pas fait. C'est là, au demeurant, une demande américaine récurrente.

Avec le président Abdelaziz Bouteflika, les responsables américains ont trouvé un partenaire attentif qui a brisé bien des tabous dans le sens du rapprochement entre les deux pays. Une période marquée d'emblée par les visites à retentissement tant au siège de l'Otan qu'aux Etats-Unis d'Amérique accompagnés d'un renforcement spectaculaire de la coopération sécuritaire. Certes, ce dernier est arrivé au pouvoir après la chute du mur de Berlin et la fin de la guerre froide, a pu tirer profit d'un contexte qui a facilité sa démarche diplomatique. Il n'a pas, pour autant, franchi, le Rubicon. S'y prépare-t-il avec le dialogue stratégique qui vient d'être entamé à Washington ? La question mérite d'être posée. Tacticien éprouvé, M. Abdelaziz Bouteflika pourrait songer à monnayer, une nouvelle fois, la bienveillante neutralité américaine pour un quatrième mandat présidentiel de plus en plus probable, en contrepartie, première phase, d'une adhésion de l'Algérie à l'intervention militaire projetée au Mali, mais surtout, deuxième phase, d'une évolution rapide du dialogue stratégique algéro-américain vers l'inclusion de l'Algérie dans un mécanisme de sécurité régionale dominé par les Etats-Unis d'Amérique. Au préalable, il lui faudra, malgré tout, vaincre les éventuelles résistances internes, tant pour l'adhésion au principe de l'intervention militaire au Mali qu'au basculement franc dans une véritable alliance stratégique avec les Etats-Unis d'Amérique. Ce à quoi il semble, selon toute vraisemblance, s'atteler.

Hormis cet aspect sécuritaire sur lequel vous insistez, vous n'avez toujours pas fait état des autres enjeux qui intéressent, au plan stratégique, les Etats-Unis d'Amérique en Algérie ?

Les centres d'intérêts stratégiques pour les Etats-Unis d'Amérique peuvent être ramenés à trois domaines essentiels : la coopération sécuritaire encore une fois, la coopération économique et, enfin, la coopération diplomatique. Mais, replaçons-nous en contexte. L'Algérie, sur la rive sud de la Méditerranée dan un espace englobant le Sahel, constitue une puissance régionale disposant d'une armée structurée et de ressources en hydrocarbures essentielles pour les besoins de l'Europe occidentale.

Par ailleurs, l'Algérie a accumulé une expérience singulière dans la lutte contre le terrorisme avec une connaissance pointue des réseaux terroristes dans l'espace sahélien, dans le territoire français et même dans les zones d'intérêt vital pour les Etats-Unis d'Amérique, territoire américain inclus. C'est l'ensemble de ces facteurs qu'il faut combiner pour parvenir à la substance de l'intérêt stratégique des Etats-Unis d'Amérique pour l'Algérie.

M. B.

A suivre